

De l'URSS à la Russie post-soviétique

En 1945, l'URSS figure au premier rang des vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale. En outre, la guerre a permis à Staline de ressouder la cohésion du pays, d'annexer les pays baltes, la Bessarabie, l'Est de la Prusse orientale, et d'occuper toute l'Europe de l'Est, jusqu'à Berlin. C'est sur ce prestige et cette unité retrouvée que Staline va bâtir le redressement spectaculaire de l'URSS.

L'URSS de Staline à Gorbatchev (1945-1985)

1. L'apogée du stalinisme (1945-1953)

a. L'URSS à la tête du bloc communiste

L'URSS tire un large profit territorial de sa victoire. Elle confirme l'annexion faite en 1940 des pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) et de la Bessarabie ; elle reprend les parties de l'Ukraine et de la Biélorussie cédées à la Pologne en 1921, annexant même l'Est de la Prusse orientale, notamment Königsberg. En outre, l'Armée rouge ayant libéré la Pologne, la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, ainsi que la partie orientale de l'Allemagne, l'influence soviétique est déterminante sur l'évolution politique de l'Europe orientale et centrale. **De 1945 à 1949, tous ces pays se dotent de régimes similaires au régime soviétique, alignés sur la politique de Staline :** à l'exception de la Yougoslavie et de l'Albanie, toutes les « démocraties populaires » **d'Europe de l'Est deviennent des satellites de l'URSS.** L'importance des partis communistes français et italien dans les années d'après-guerre, puis la création de la République populaire de Chine en 1949, confirment le **rayonnement exceptionnel du modèle soviétique** en Europe et dans le monde.

b. Une reconstruction planifiée

Grâce à une mobilisation sans précédent de la main-d'œuvre (notamment dans les camps de travail) et aux prélèvements opérés dans les pays vaincus ou occupés, **le plan quinquennal de 1946-1950 permet à l'URSS de rattraper en quatre ans son niveau économique d'avant-guerre :** en 1953, l'économie soviétique atteint même deuxième rang mondial. Mais ce redressement continue à privilégier les industries de base au détriment des biens de consommation. **Quant à l'agriculture, c'est un échec total** (famine de 1947, nombreuses révoltes paysannes dans les Pays baltes ou en Ukraine). Le rationnement alimentaire est levé en 1948, les villes continuent à souffrir de la pénurie, et le **niveau de vie moyen est inférieur celui des années 30.**

c. La dictature renforcée

Auréolé par la victoire, le « maréchal » Staline, chef de l'État et chef du PC, renforce **son pouvoir absolu sur la société. La police politique, dirigée par Beria, épure massivement les cadres du parti, de l'administration et de l'armée.** Le maréchal Joukov, héros de bataille de Stalingrad, est ainsi mis à l'écart. Les camps de travail administrés par le Goulag, se peuplent de déportés : nationalistes baltes ou ukrainiens, Tatars de Crimée, ainsi que deux millions prisonniers soviétiques revenus d'Allemagne et considérés comme porteurs d'idées subversives.

Andrei Jdanov, idéologue du régime, conduit la lutte contre le « cosmopolitisme » dans tous les domaines de la pensée (sciences, histoire, arts, littérature). Le **conformisme idéologique**, défini comme « réalisme socialiste », est la règle intangible. Staline la fait respecter par la terreur et par le « culte de la personnalité », comme en témoignent les fastes de son 70^e anniversaire en décembre 1949. Le Parti communiste n'est pas réuni en congrès avant 1952, le **Comité central est quasiment ignoré**, et le Bureau politique (Politburo) ne se réunit que pour recueillir les ordres du « génial guide ». Même Beria vice-président du

Conseil, est écarté en 1952. Staline termine son règne en véritable dictateur. À sa mort, le 5 mars 1953, l'URSS se sent orpheline.

2. *La libéralisation avortée (1953-1964)*

a. *La déstalinisation*

Après une sévère lutte de succession, **s'ouvre une période direction collégiale**, d'où émerge la personnalité de **Nikita Khrouchtchev**. Secrétaire général du Parti à partir de septembre 1953, ce dernier s'engage dans la libéralisation du régime, comme en témoignent l'élimination du stalinien Beria et la réconciliation avec Tito en 1955. **À l'occasion du XXe Congrès du PCUS (14-25 février 1956), Khrouchtchev présente un rapport secret condamnant les erreurs et les crimes de Staline**. C'est le début de la déstalinisation, marquée par l'ouverture des camps, la réhabilitation des victimes de l'ancien dictateur et par l'assouplissement de la censure. Après le XXIIe Congrès (octobre 1961), la dépouille de Staline est même retirée de son mausolée, Stalingrad est débaptisée, **la réforme de la Constitution donne plus de pouvoirs aux soviets locaux, et les nouveaux statuts du Parti organisent le renouvellement de ses cadres**.

b. *L'échec de la réforme économique*

La déstalinisation s'étend au domaine économique : la révision du Plan annonce le développement prioritaire de l'agriculture et des biens de consommation. Dans le domaine agricole, les investissements augmentent de façon spectaculaire, les livraisons obligatoires sont supprimées et, en février 1954, un vaste plan de conquête des « terres vierges » de Sibérie et d'Asie centrale est lancé. **Afin de stimuler la demande de biens de consommation, les salaires sont relevés**. Pour accroître l'efficacité des entreprises, les responsabilités économiques sont décentralisées au niveau de 104 conseils régionaux (sovnarkhozes), chargés d'orienter la production locale. À partir de 1960, le Gosplan perd son rôle de décision et n'a plus qu'un rôle de coordination.

L'ambition de Khrouchtchev est de rattraper le niveau économique des États-Unis en 1970 et de créer une société d'abondance. Mais, en dépit d'une croissance industrielle soutenue et de réussites spectaculaires comme le **lancement du satellite Spoutnik (1957)** et le premier vol spatial de Youri Gagarine (1961), le bilan économique des années Khrouchtchev est très décevant, comme l'illustre la récolte de blé désastreuse de 1962. Ces difficultés de ravitaillement et les mécontentements qu'elles engendrent dans la population urbaine vont peser lourd dans le discrédit du Premier secrétaire. **Très critiqué au sein même du Parti pour son « aventurisme », il est mis en minorité par ses collègues du Présidium et doit démissionner de toutes ses fonctions, le 14 octobre 1964**. La déstalinisation prend fin.

3. *L'empire immobile (1964-1985)*

a. *Le système Brejnev (1964-1982)*

Après la démission forcée de Khrouchtchev, le pouvoir revient à une troïka : Nicolai Podgorny à la tête du Présidium, **Alexeï Kossyguine** aux affaires économiques et surtout **Leonid Brejnev, Premier secrétaire du Parti**. Cette direction collégiale s'emploie **supprimer la plupart des réformes de Khrouchtchev**, notamment celles qui concernent le Parti. À l'extérieur comme à l'intérieur, la « normalisation » est de rigueur dans le système Brejnev.

À l'extérieur, l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie contre le « printemps de Prague », en août 1968, **reflète le raidissement de la diplomatie soviétique**, qui reprend en main l'ensemble du bloc communiste. Le traité SALT signé avec les États-Unis en 1972, puis le traité européen d'Helsinki (1975) entérinent cette « normalisation » de l'Europe de l'Est.

À l'intérieur, les procès des écrivains Siniavski et Guinzbourg en 1966 et 1967, mettent un terme brutal à l'ouverture intellectuelle. Le XXIII^e Congrès du PCUS (mars-avril 1966) rétablit le Politburo et supprime la rotation des cadres, établie par Khrouchtchev : l'élite (nomenklatura) et les hommes de l'appareil du Parti prennent en main leur revanche sur les réformateurs. Le pouvoir se montre très ferme avec les dissidents qui contestent ouvertement le régime : l'écrivain Soljenitsyne, prix Nobel de littérature en 1970, est expulsé d'URSS en 1973, et le physicien Sakharov, prix Nobel de la paix en 1975, est exilé dans la ville de Gorki en 1980. Brejnev exerce un pouvoir de plus en plus personnel et restaure le culte de la personnalité.

La nouvelle Constitution du 7 octobre 1977 entérine ce système brejnévien.

L'Union des Républiques socialistes soviétiques est un **État fédéral comprenant 15 Républiques fédérées** (dont 5 englobe 20 Républiques autonomes), **8 régions autonomes et 10 arrondissements nationaux**. Mais cet État fédéral est centralisé à Moscou où se prennent toutes les décisions importantes.

Il n'y a pas de séparation de pouvoirs. Tout découle du pouvoir législatif, c'est-à-dire du **Soviet suprême**, constitué de deux assemblées de 750 membres chacune, élues au suffrage universel : le Soviet de l'Union et le Soviet des nationalités. **Le Conseil des ministres élu par le Soviet suprême, n'est qu'un organe d'administration de gestion**. L'exécutif appartient en fait au **Présidium** de 37 membres élu par le Soviet suprême, et présidé par le chef de l'État.

A côté de ce dispositif officiel, le véritable pouvoir est exercé par le Parti communiste, qui est, selon la Constitution, « la force dirige et oriente la société soviétique ». Au sommet du Parti, organisé de façon très hiérarchique, **le Comité central se réunit deux fois par an et élit un Bureau politique (Politburo)** d'une vingtaine de membres, dirigé par le Secrétaire général, et qui détient le pouvoir suprême. **En cumulant cette fonction et celle de chef de l'État, à partir de 1977, Brejnev renforce la mainmise absolue du PC sur la société soviétique. Il conduit l'URSS à la faillite économique.**

b. Le naufrage économique

À partir de 1965, le pouvoir soviétique tente d'appliquer les théories de rentabilité exposées par l'économiste réformateur Liberman : une autonomie de gestion plus importante est accordée aux entreprises, un gros effort est fait en faveur des kolkhozes à partir de **1969** (relèvement des prix, mécanisation) et une véritable mobilisation sociale est lancée dans l'industrie en 1979, afin d'améliorer la productivité. Mais, à cette date, il est déjà trop tard : **l'économie soviétique, handicapée par le poids considérable des dépenses militaires, sombre en outre dans la bureaucratie et le laisser-aller**. La croissance industrielle est tombée à 2 %, **l'autosuffisance alimentaire est loin d'être assurée**, 25 millions de tonnes de blé sont importées, la viande est rationnée et l'endettement extérieur (envers les pays occidentaux) atteint 20 milliards de dollars. Engagé dans la guerre en Afghanistan depuis décembre 1979, éclaboussé par un scandale financier impliquant son propre gendre, **Brejnev connaît une fin de règne difficile, qui s'achève par sa mort, le 10 novembre 1982.**

c. La transition (1982-1985)

La période qui suit le brejnévisme n'est qu'une phase de transition, car les deux hommes qui se succèdent au pouvoir sont issus de la gérontocratie « historique » du PCUS. **Youri Andropov**, apparatchik modèle, chef du KGB, tente notamment de lutter contre la corruption et l'absentéisme dans les entreprises, mais il disparaît dès le 11 février 1984. Son successeur, **Constantin Tchernenko**, incarne les derniers soubresauts de la vieille garde brejnévienne, face aux générations montantes du Politburo. Emporté par la maladie, ce dernier est remplacé, dès le 11 mars 1985, par Mikhaïl Gorbatchev, qui accède à 54 ans au

Secrétariat général du PCUS. Ce dernier, issu d'une génération nouvelle de dirigeants communistes, comprend que des réformes sont indispensables.

II L'URSS de Gorbatchev à la mise en place de la Russie post-communiste

Le 11 mars 1985, Mikhaïl Gorbatchev devient Premier secrétaire du PCUS. Contrairement à ses prédécesseurs, c'est un homme encore jeune, âgé de 54 ans, et qui n' pas associé à l'ère stalinienne. Convaincu de la nécessité des réformes, tant politiques qu'économiques, il veut profondément modifier l'État et la société soviétiques, sa, rompre toutefois avec ce qu'il appelle le **« socialisme réel »**.

1. L'échec de l'expérience Gorbatchev (1985-1991)

Gorbatchev tente de réformer l'URSS sans rompre avec le socialisme.

a. « Glasnost » et « Perestroïka »

Quelques mois après son arrivée au pouvoir, Gorbatchev lancé un programme réformiste, dont les maîtres mots sont la restructuration (**perestroïka**) et la transparence (**glasnost**). Apparue dès le mois de juin 1985, la perestroïka s'attache à **modernisation des structures économiques et au développement de la libre entreprise**. Elle se concrétise notamment par le développement des liens commerciaux avec l'Occident, par **l'autorisation de l'entreprise privée** (novembre 1986), par une plus grande autonomie de gestion accordée aux entreprises d'État, et par la location des terres d'État aux paysans. **Mais Gorbatchev n'ose pas s'attaquer aux réformes de fond et entrer franchement dans l'économie de marché : il se heurte à l'inertie du système étatique.**

Les résultats de la glasnost sont plus probants : **libération de plusieurs centaines de dissidents** (fin de l'exil forcé de Sakharov en, décembre 1986), **réhabilitation des victimes de procès staliniens** (février 1988), facilités accordées aux Juifs soviétiques désirant émigrer en Israël, et surtout éclosion de la vie intellectuelle, des arts et de toutes les formes d'expression. **Les révisions constitutionnelles de décembre 1988 et mars 1990, démocratisant le fonctionnement du Parti communiste et diminuant son rôle au profit des soviets, ouvrent la voie au multipartisme.**

b. Des difficultés insurmontables

Afin de promouvoir sa politique de réformes, Gorbatchev a commencé par se débarrasser des anciens dirigeants du Parti communiste, tel Andreï Gromyko, qui doit abandonner les **Affaires étrangères à Édouard Chevardnadze** (juillet 1985). Mais les conservateurs restent influents dans l'appareil, tel Egor Ligatchev, numéro deux du régime jusqu'en septembre 1988. **C'est pourquoi Gorbatchev ne va cesser de renforcer son pouvoir, cumulant la direction du Parti et celle de l'État, puis se faisant élire président de l'URSS par le Congrès des députés du peuple, afin de se donner une légitimité populaire, le 15 mars 1990.**

D'autres critiques émanent des réformateurs radicaux, partisans d'une libéralisation massive de l'économie, tel Boris Eltsine. Celui-ci est évincé de ses fonctions de chef du Parti à Moscou en novembre 1987. Mais l'échec économique de Gorbatchev, le mécontentement social dû à la pénurie, ainsi que l'explosion des tensions nationalistes (Lituanie, Azerbaïdjan, Géorgie), font le jeu de Eltsine. **Gorbatchev est donc contraint à durcir son attitude au début de 1991, réhabilitant le Parti et le KGB, ce qui le rend très impopulaire. En janvier 1991, l'intervention de l'Armée rouge en Lituanie, qui a proclamé son indépendance en mars 1990, provoque des affrontements sanglants à Vilnius.** En mars 1991, les trois États baltes boycottent le référendum sur le maintien de l'URSS organisé par Moscou. Le 3 juin 1991, seules 8 Républiques sur 14 (Ukraine,

Biélorussie et les six Républiques d'Asie centrale) acceptent de signer avec la Russie un accord pour une Union des Républiques soviétiques souveraines, ultime tentative de Gorbatchev pour préserver la cohésion du bloc soviétique.

2. *L'ère des incertitudes (depuis 1991)*

Le putsch conservateur d'août 1991 précipite la fin de l'URSS et annonce de nouvelles incertitudes.

a. *La fin de l'URSS*

C'est paradoxalement une tentative de coup d'État menée par conservateurs communistes qui va amener l'avènement du mateur Boris Eltsine et la fin de l'URSS. Le 19 août 1991, « Comité d'État » dirigé par le vice-président Ianaïev s'empare pouvoir, retenant Gorbatchev prisonnier dans sa résidence vacances en Crimée. **Mais Boris Eltsine, premier président Russie, principale République d'URSS, élu au suffrage universel (15 juin 1991), soulève la population moscovite contre le putsch,** qui échoue au soir du 21 août. Ce coup d'État manqué sonne le glas des réactionnaires du Parti, de l'armée et du KGB (dissous en octobre 1991), mais **il entraîne aussi la chute de Gorbatchev, qui dissout le comité central du Parti communiste, dont il démissionne.**

Du 20 au 31 août, huit Républiques de l'ex-URSS se proclament indépendantes : l'Estonie, la Lettonie, l'Ukraine, la Biélorussie (devenue Belarus), la Moldavie, l'Azerbaïdjan, le Kirghizstan l'Ouzbékistan. Suivent l'Arménie en septembre, la Tchétchénie et le Tatarstan (ex-républiques autonomes de Russie) en novembre. 8 décembre 1991, la Russie, l'Ukraine et la Belarus proclame fin de l'URSS et se déclarent Communauté des États indépendants (CEI). Elles sont rejointes le 21 décembre par onze des quinze Républiques de l'ex-URSS (en sont absents les trois Etats bal la Géorgie). **Enfin, le 25 décembre 1991, Gorbatchev démissionne de la présidence de l'URSS, qui n'existe plus.**

b. *La mise en place des nouveaux États*

Les nouveaux États indépendants connaissent des débuts plus ou moins agités. En Russie, le président Eltsine se heurte aux **résistances des apparatchiks de l'ex-Parti communiste** et de ceux qui contestent sa politique économique. Le président du Parlement russe, Rouslan Khasboulatov, est le chef de file de ces oppositions. Mais Eltsine a remporté une victoire lors du référendum du 25 avril 1993, par lequel une majorité de citoyens russes se sont prononcés en faveur de sa politique et pour une réforme de la Constitution.

Dans la plupart des autres Républiques, à l'exception des Républiques baltes, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, **l'ancienne nomenklatura communiste a réussi à conserver le pouvoir, en s'adaptant nouveau régime.** C'est le cas en Ukraine, où le président de République, Leonid Kravtchouk, ancien dirigeant du Parti communiste s'est converti très rapidement à l'économie de marché et revendique l'identité nationale ukrainienne face à l'hégémonie russe. **C'est aussi le cas en Géorgie, où Édouard Chevardnadze, ancien ministre Affaires étrangères de Gorbatchev, est revenu au pouvoir en 1992, après une année de guerre civile entre les forces démocratiques et le dictateur Zviad Gamsakhourdia.** Enfin, dans toutes Républiques d'Asie centrale, le Parti communiste garde le contrôle de la vie politique et sociale, en organisant une transition lente vers l'économie de marché.

c. *Les difficultés économiques*

La transition d'une économie socialiste vers l'économie de marché s'avère très difficile.

En Russie, le programme de réformes brutales (« choc chirurgical ») mis en œuvre par le ministre de l'Économie Egor Gaïdar (janvier 1992) est loin d'avoir atteint les objectifs recherchés :

- Le **mouvement des privatisations**, limité aux grandes entreprises est insuffisant pour fonder un véritable capitalisme privé en Russie
- Les **indicateurs économiques désastreux** en 1992 (chute de 20% du PNB), commencent à peine à s'améliorer (- 4 % en 1995) ;
- La **libération des prix a provoqué une inflation** d'abord spectaculaire (prix multipliés par 16 en 1992), puis très forte (+ 132% en 1995).

La situation est pire dans plusieurs Républiques de l'ex-URS dépendantes de l'économie russe, telles la Biélorussie et l'Ukraine dont les produits nationaux ont respectivement régressé de 10 % 11,4 % en 1995, l'Ukraine enregistrant un taux d'inflation de 376%. Les Républiques baltes, qui ont rompu brutalement avec le socialisme ont traversé une grave crise (-13 % de croissance en Lituanie 1991), mais commencent à sortir de la récession (5 % de croissance en Lituanie en 1995), de même que l'Arménie (5 % en 1995), malgré le conflit qui l'oppose avec l'Azerbaïdjan. En revanche, les Républiques d'Asie centrale, restées proches du modèle communiste entrent aujourd'hui dans une **terrible récession** (- 13,9 % de croissance au Turkménistan en 1995).

d. Des sociétés déstabilisées

Dans la plupart des ex-Républiques soviétiques, la misère, la pénurie, le désordre engendrent une perte de confiance envers le voir politique et un fort malaise social, qui menacent de désagréger totalement la société. En Russie par exemple, 90 % de la population se retrouve au niveau ou en dessous du minimum vital, ne survivant que grâce à la débrouille, au troc ou au travail au noir. En revanche, une minorité de commerçants et de « maffiosi », parfois associés aux anciens cadres du Parti communiste, ont bâti en quelques mois des fortunes fabuleuses.

L'austérité budgétaire frappe durement les dépenses d'éducation, de santé, de sécurité sociale, tout un ensemble de services qui « protégeaient » la société soviétique. La désagrégation des structures de pouvoir héritées du communisme, tels le parti, l'administration, l'Armée rouge, laisse la place à l'individualisme forcené, voire même à l'anarchie.

Certaines forces politiques semblent bénéficier de cette situation : les anciens communistes, qui incarnent l'ordre et la stabilité perdue ; les fondamentalistes orthodoxes en Russie ou musulmans dans les Républiques d'Asie centrale ; et surtout les partis nationalistes (le panslaviste Jirinovski en Russie), qui fondent leur discours sur l'exclusion des autres ethnies et sur la nécessité d'un pouvoir fort. Ce renouveau nationaliste est une menace constante pour l'équilibre de l'ancienne URSS.

e. Renouveau nationaliste et nostalgie de l'empire soviétique

Dans l'ex-empire soviétique, dont les frontières ont été arbitrairement tracées sous le régime communiste, la résurgence des nationalismes est bien difficile à gérer. Dans cette mosaïque de peuples et de cultures, les tensions sont nombreuses, que ce soit entre les Républiques ou à l'intérieur des Républiques.

L'hégémonie russe est contestée. Seuls le Kazakhstan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan ont accepté de signer avec la Russie un « pacte de sécurité collective » en mai 1992. Plus de 250 000 réfugiés russes ont dû quitter les régions troublées du Caucase et des Pays baltes, où ils étaient privés de droits civiques et politiques. **La Crimée, qui abrite les ports de la Mer noire, fait toujours l'objet d'un contentieux entre la Russie et l'Ukraine, qui se sont partagées la flotte de l'ex-URSS en 1992.**

À l'intérieur même de chaque nouvel État, les revendications d'autonomie sont virulentes depuis 1991 (Abkhazes en Géorgie, Arméniens du Haut-Karabakh en Azerbaïdjan), mais elles tendent à s'apaiser. Le seul conflit majeur a été déclenché par la déclaration d'indépendance

des Tchétchènes de Russie (novembre 1991), qui a entraîné une intervention militaire russe en 1994. C'est le général Alexandre Lebed, étoile montante de la vie politique russe, qui négocié la paix en Tchétchénie, en 1996, avant d'être limogé par le président Eltsine. À l'occasion de la campagne présidentielle russe de juillet 1996, les principaux candidats en présence, y compris Boris Eltsine et le **général Lebed, jouent la carte du nationalisme panrusse.**

Eltsine ne l'emporte qu'au deuxième tour face au communiste Ziouganov, grand vainqueur des élections législatives de 1995, et incarne **la nostalgie de l'ancien « empire » soviétique.** Il semble que cette tentation nostalgique soit de plus en plus forte, comme en témoigne le renforcement des liens entre les onze États de la CEI, début 1996. **Plongés dans le marasme économique, les États de l'ex-URSS se tournent vers la Russie, qui tient les clés du redressement.** Mais la Russie est un géant fragile, miné par la faiblesse du pouvoir central et par la corruption généralisée. Son admission au Conseil de l'Europe en 1996 puis l'accord signé avec l'OTAN (mai 1997) traduisent sa volonté de négocier avec les Occidentaux, partenaires indispensables de son redressement. Pourtant, à l'image de son président Boris Eltsine, malade et imprévisible, son avenir apparaît incertain

En quelques années, l'ex-URSS a connu des transformations spectaculaires : une nouvelle « révolution ». La réforme de la société communiste, lancée par Gorbatchev, a débouché sur l'effondrement d'un système rongé par la faillite économique et les tensions nationalistes. **Ce « printemps des peuples » a permis de restaurer l'économie de marché et les libertés démocratiques.** Mais la transition brutale d'une fédération socialiste et homogène vers des États libéraux et indépendants pose une série de problèmes graves, porte de risques qui inquiètent les autres puissances.

